

## LA CRISE DU CORONAVIRUS

Étienne PERROT

*Il est trop tôt pour mesurer tous les effets économiques et sociaux de la pandémie de Covid-19, mais les divers diagnostics convergent pour souligner les dysfonctionnements du système capitaliste. La crise révèle des luttes politiques, des faiblesses industrielles et la fragilité du système financier. Puisqu'il est souhaitable de ne pas revenir à la situation antérieure, ce peut être l'occasion d'aller davantage vers l'écologie intégrale prônée par le pape François.*

Les effets économiques et sociaux de la pandémie sont loin d'avoir tous été mesurés, ni même prévus. La raison tient en un mot : « crise ». La crise est un état d'hésitation de l'organisme malade, qui oscille entre la guérison et la dégradation. Le symptôme le plus net d'une crise est la divergence des analyses. En ce qui concerne la Covid-19, tous les économistes sont catégoriques, mais chacun défend un point de vue différent, en fonction des solutions qu'il envisage. Les uns parlent d'interdire la spéculation financière, voire de « laisser tomber les banques » ou de « nationaliser » les entreprises, les autres proposent de démanteler le capitalisme multinational pour défendre le pré carré de l'économie nationale, ou encore de permettre aux banques centrales de distribuer la monnaie directement aux ménages, ou d'interdire aux banques commerciales de prêter au-delà de leurs fonds propres. Les économistes officiels du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale ou des banques centrales proposent des médecines plus classiques : baisse des taux d'intérêt, moratoire sur les dettes d'entreprise, aides de l'État aux petites et moyennes entreprises, crédits d'impôts, assouplissement des réglementations,

investissement dans les infrastructures, subventions directes aux systèmes de santé, de communication et de formation.

Ces diagnostics divergents sont généralement cohérents. Leur point commun est le dysfonctionnement du système capitaliste. Certes, personne ne prétend que les capitalistes sont méchants au point d'avoir concocté le coronavirus. Mais il est relativement facile de montrer que les contrecoups économiques de l'épidémie apparue en décembre 2019 dans le Hubei, la province de Wuhan en Chine, se sont transmis au reste de la planète par les vecteurs du capitalisme : la division internationale du travail et l'interconnexion entre pays, portée par la recherche de la productivité et du profit, s'inscrivent dans la logique du capital. De plus, la finance a pesé de tout son poids en instillant un *habitus* faisant de la rentabilité immédiate le critère d'une bonne gestion, tant des entreprises que des ménages.

Le signe de la crise est non pas l'incohérence mais la divergence de ces analyses. Certes, la crise est datée et s'accroche à un lieu particulier. On parle aujourd'hui de la crise du coronavirus à la manière dont on parlait en 2008 de la crise des *subprimes*, en 1997 de la crise de la dette asiatique, en 1975 de la crise du pétrole, en 1929 de la crise boursière. Mais une date et un lieu ne font pas une explication, ce qui laisse chacun libre de développer en toute cohérence son point de vue, qui n'est jamais qu'une vue à partir d'un point. Le point de vue défendu dans cet article n'est pas celui de l'économiste, mais d'un observateur qui a pris au sérieux la remarque inscrite dans les quatre premières phrases de la *Théorie de l'évolution économique* (1911) de Joseph Schumpeter : « Les événements sociaux constituent un tout. Ils forment un grand courant d'où la main ordonnatrice du chercheur extrait de vive force les faits économiques. Qualifier un fait d'"économique", c'est déjà une abstraction, la première des nombreuses abstractions que les nécessités techniques imposent à notre pensée, quand elle veut reproduire la réalité. Jamais un fait n'est jusqu'en son tréfonds exclusivement ou purement économique. »

### Trois dimensions sociétales de la crise

Dans cet esprit, je conjugue ici trois dimensions sociétales de la crise économique du coronavirus : d'abord la féroce lutte politico-

biologique, ensuite la faiblesse économique-industrielle, enfin la fragilité financière, avant d'esquisser une posture inspirée de l'écologie intégrale.

### La lutte politique contre le virus

Le rythme de propagation du virus a surpris : rythme biologique, bien entendu, mais aussi durée d'incubation et rapidité de la contagion. Cette vitesse est conditionnée par les pratiques sociales et les règlements imposés dans l'urgence par les autorités sanitaires et politiques, de plus en plus pugnaces. Ici, l'hygiène et les précautions élémentaires ne sont plus suffisantes, d'autant plus que, aux dires des biologistes, un vaccin efficace et sans danger contre la Covid-19 serait disponible... vraisemblablement après que le virus a épuisé les plus gros de ses effets, mais non pas tous.

Les expériences de la Chine, de la Corée du Sud et de l'Italie ont été utiles. Elles ont servi d'arrière-fonds, sinon de modèles, aux décisions publiques de plus en plus restrictives par l'antique méthode du confinement des populations (au début du mois d'avril, celui-ci concernait près de la moitié de la population mondiale).

La réaction des responsables économiques ne s'est pas fait attendre : dès le 3 février en Chine, à partir de la mi-mars en France, mise en télétravail de toutes les entreprises qui le peuvent, pour éviter que les salariés ne se déplacent ; arrêt progressif de plus de 85 % des liaisons aériennes avec l'étranger ; mise en quarantaine de toute personne revenant de province, voire de l'étranger.

Localisée d'abord dans l'un des cœurs industriels mondiaux, puis se répandant et se focalisant sur les plus gros conglomérats urbains, la pandémie ébranle le tissu économique mondial.

### La faible résilience économique

La division internationale du travail, le souci de réduire les stocks et les procédures de flux tendus qui ne laissent aucune place aux à-coups ont répercuté sur les donneurs d'ordre les blocages subis par les sous-traitants. On le voit à la rapidité avec laquelle les restrictions imposées par les autorités chinoises se sont répercutées sur l'économie mondiale. La Chine décide, dès la fin de janvier, de mettre en quarantaine les onze millions d'habitants de Wuhan. Interdiction est faite aux centaines d'usines qui s'y trouvent de rouvrir après les congés du Nouvel An chinois.

Les effets sur l'économie des autres pays sont quasi immédiats. Sont touchés de prime abord les plus proches pays de la Chine par l'économie et la géographie (Corée du Sud, Singapour, Japon, Australie, Taïwan), puis, de fil en aiguille, l'Europe et les États-Unis. Très vite, Renault a dû arrêter sa production en Corée du Sud et Apple réduire la sienne. Mais bientôt, en Europe, le confinement des ouvriers a obligé Michelin à fermer ses usines en Allemagne, en France et en Espagne.

Ce qui apparaissait à l'origine comme un problème économique localisé (on en disait autant de la crise des *subprimes* aux États-Unis en 2007) s'est propagé aussi vite que le virus lui-même. La raison en est que la métropole industrielle de Wuhan est l'un des cœurs économiques de la Chine devenue, en une quinzaine d'années, la plateforme industrielle du monde entier. Le système collectiviste chinois, notoirement catastrophique, a officiellement pris fin en 1979, trois ans après la mort du président Mao Zedong. Tout en conservant un système politique totalitaire sous la direction de cet oxymore que l'on nomme « Parti unique », le gouvernement de Deng Xiaoping a réorienté brutalement l'économie chinoise vers le capitalisme. La fermeture de grandes entreprises d'État et la pression sur les salaires, accompagnées d'une dévaluation abyssale du yuan, la monnaie chinoise, à un niveau très inférieur à la parité de pouvoir d'achat, ont permis de concurrencer facilement les exportations industrielles du reste du monde. Ce qui attira sur le sol chinois une part importante de la production mondiale.

Cette stratégie trouva son apothéose en 1999 lorsque l'administration Clinton a autorisé l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cette entrée se fit non seulement sans conditions concernant les politiques monétaires et salariales chinoises, mais encore en accordant à la Chine un statut de pays en développement. Il est vrai qu'à la fin du dernier millénaire, la Chine apparaissait comme un nain économique, dont la production industrielle n'était guère supérieure à celle de la Suisse. En quinze ans, cette politique mercantiliste a conduit la Chine au premier rang des puissances économiques mondiales. L'économie chinoise a ravi à l'Allemagne, dès 2012, la première place parmi les pays exportateurs. En parité de pouvoir d'achat, elle a dépassé celle des États-Unis dès 2014.

Du fait de cette dépendance de l'économie mondiale envers la Chine (13 % des exportations mondiales), les principaux donneurs d'ordre économiques de la planète se sont vus contraints, par manque de fournitures chinoises, de freiner, voire d'interrompre leur produc-

tion. Ce phénomène de blocage entraîne un cercle vicieux, au prorata des liaisons industrielles entre les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Du coup, l'économie mondiale, déjà fragilisée par la lutte commerciale entre la Chine et les États-Unis, affronte un danger supplémentaire. Aux effets économiques du confinement et des contraintes économiques d'approvisionnement, s'ajoutent les conséquences commerciales dues aux restrictions d'activité et à l'angoisse tant des consommateurs que des salariés. Dès les premières mesures de confinement chinois, on a ressenti le choc d'une demande qui s'effondre. Le commerce, en Chine même, a fortement ralenti. En février, les ventes de téléphones ont chuté de 60 %, les ventes d'automobiles de 90 %.

Les secteurs du tourisme et des transports sont les plus touchés. La clientèle chinoise, qui représentait 18 % du tourisme mondial, se fait rare. De nombreux États limitent les arrivées de ressortissants en provenance de Chine, puis ceux venant d'autres pays touchés par le virus. Les États-Unis, le 12 mars 2020, interdisent l'entrée sur leur territoire des voyageurs venus d'Europe, ou étant passés par ce continent. Finalement, chaque pays se claquemure. La Chine elle-même, au moment où l'épidémie semble stabilisée dans l'Empire du milieu, ferme ses frontières aux voyageurs venus de l'étranger, fussent-ils de nationalité chinoise. Les avions se vident ou restent au sol. Les compagnies interrompent certaines liaisons dès qu'est levée la réglementation obligeant les compagnies à assurer un certain nombre d'heures de vol pour pouvoir conserver la ligne qui leur est concédée.

### La fragilité financière

Le freinage brutal de la production, du commerce et de la circulation des personnes physiques provoque une rupture dramatique des équilibres financiers, d'abord ceux des travailleurs indépendants et des entreprises, ensuite ceux des banques. Même les services, qui représentent une grande part du produit national brut dans les pays de l'OCDE, sont bouleversés. Ils peuvent, certes, dans une certaine mesure, contourner les contraintes du confinement. Merci aux réseaux électroniques permettant le télétravail, les réunions en diaspora, l'enseignement à distance. Mais les conditions matérielles de ces services demeurent difficiles, sans parler des services à la personne qui soulèvent des problèmes spécifiques dans le cadre de la pandémie.

Dans un tel contexte, et pour éviter la destruction d'un potentiel productif engendrée par les faillites, le souci de solvabilité passe après l'impératif de trésorerie qui doit rester disponible. C'est la raison pour laquelle les banques centrales et les États ont financièrement réagi sans délais. La Chine arrose son économie de liquidités. Dès le 3 mars, la Banque centrale américaine (Federal Reserve System ou Fed) crée la surprise en annonçant dans la précipitation une baisse d'un demi-point de base du taux américain. Les marchés boursiers réagissent immédiatement, d'une manière mécanique pourrait-on dire, par une hausse, avant de retomber aussi vite. À tel point qu'une chronique a pu titrer : « Avec sa baisse de taux, la Fed ajoute à la panique ambiante ». Le 16 mars, la Fed abaissait son taux directeur à zéro. Au début du mois de mars, la Banque d'Angleterre et la Banque d'Australie ont également diminué leur taux de base de 0,25 point.

Pouvoir emprunter permet d'attendre un peu. Cela n'a pas empêché les banques, alourdies par une augmentation sensible de créances douteuses, de restreindre les crédits qu'elles accordent aux entreprises et aux ménages. D'où la nécessité d'actions directes des États, par des plans massifs, pour éviter des faillites en chaîne. L'administration américaine, *via* un colossal plan de relance annoncé à la fin du mois de mars, s'est proposée de soutenir consommation et entreprises. L'Italie, l'Allemagne et la France tentent de soutenir, par des subventions ciblées, leurs entreprises, tout en autorisant des reports de paiement des impôts, des taxes et des cotisations sociales...

## La responsabilité des politiques

Certains ont crié au scandale, accusant ces gouvernements de subventionner les entreprises sur le dos des contribuables. Mais, comme pour la crise de 2008, ces décisions répondent à l'urgence du moment ; sauf à accepter, dans l'espoir très hypothétique de repartir à zéro sur une base plus saine, l'explosion du chômage et la perte d'un tissu industriel encore utilisable. La Banque centrale européenne (BCE) tout comme celle de la Confédération helvétique se sont dites prêtes à prendre des mesures de soutien à l'économie, sans immédiatement passer aux actes. Il est vrai que leurs taux négatifs ne leur permettent plus une grande marge d'assouplissement. À la mi-mars, la BCE a mis en place une série de mesures techniques,

plus efficaces aux dires de sa directrice Christine Lagarde qu'une baisse des taux d'intérêt qui n'aurait pu être que symbolique. Le Président français a immédiatement jugé insuffisant le dispositif de la BCE, que ses initiateurs avaient pourtant qualifié d'« ambitieux programme de liquidités, avec une stimulation inédite des prêts bancaires ciblée sur les PME fragilisées ». Comme le remarque un chroniqueur, le message ne semble guère être passé. D'où, en France, une loi organique d'exception, dite loi d'« état d'urgence sanitaire », cautionnée dans la précipitation par le Conseil constitutionnel. Votée le 22 mars, et assortie le lendemain même de vingt-cinq ordonnances, elle permet de déroger aux règles en vigueur pour lutter plus efficacement contre les effets délétères de la crise.

De toute façon, sauver le système des paiements entre banques et favoriser l'endettement ne remettront pas tous seuls en ordre de marche les ateliers chinois qui, depuis la mi-mars, reprennent timidement, ni les PME allemandes ou françaises au bord du dépôt de bilan. Le tissu industriel mettra du temps à recoudre ses déchirures engendrées par les faillites d'entreprises, faillites inévitables en dépit des affirmations péremptoires des responsables politiques. Lorsque la circulation des marchandises est physiquement ralentie ou bloquée et que la crainte tétanise les consommateurs, l'argent bon marché ne suffit pas pour stimuler les investissements productifs et la consommation. Reste alors la possibilité de « grands travaux » financés sur fonds publics, aptes, peut-être, à restructurer l'économie dans un sens un peu plus écologique.

### À quoi s'attendre ?

À horizon de deux ou trois ans, les conséquences économiques probables de la crise du coronavirus seront très graves. Curieusement, comme l'énonce un chroniqueur, « les économistes et les pouvoirs publics sont fixés sur un scénario de choc temporaire suivi d'un rebond au second semestre ». Le vague de cette espérance la rend plausible. Les hypothèses en sont cependant hasardeuses quant à la propagation du virus et quant à la résilience de l'économie. La récession actuelle pourrait se transformer en dépression, par une sorte d'embolie de l'économie provoquée par un enchaînement de faillites longues à être surmontées. Le pire n'est pas toujours sûr, même si l'on

peut s'attendre à une baisse de plusieurs points de produit intérieur brut (PIB), bien au-delà des 5 % envisagés par la Commission européenne pour l'ensemble de l'année 2020. Les incertitudes sur la croissance sont si grandes que la Banque de France et l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ont préféré reporter la publication de leurs prévisions.

En supposant que les autorités sanitaires chinoises ne nous trompent pas lorsqu'elles prétendent avoir stabilisé le phénomène, il n'est pas sûr que nous suivions le même profil épidémiologique que la Chine, comme s'il était programmé que ce qui s'est passé en Chine ou en Corée du Sud doive se passer, à deux ou trois mois d'intervalle, chez nous. En matière de confinement, les Occidentaux ne sont pas moins disciplinés – ou « soumis » – que les Chinois, mais leurs moyens électroniques, techniques et sanitaires, sans parler de la culture, ni de la régulation politique, ne sont pas les mêmes.

L'OCDE voit dans la crise du coronavirus un « danger pour l'économie mondiale », d'autant plus que cette crise se greffe sur un ralentissement déjà sensible. La stagnation de la production industrielle mondiale, le ralentissement des ventes de voitures neuves, tout autant que la baisse du taux de croissance des investissements, en étaient le signe. Ce taux est passé, au cours des deux dernières années (2018-2019) de 5 % à 1 % dans les pays du G20. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ainsi que le *Brexit* n'y sont pas étrangers. Avec la présente crise, la chute des marchés boursiers va également peser sur l'économie. Car l'énorme dette des entreprises (pas toujours de bonne qualité du fait de la trop grande faiblesse des taux d'intérêt), s'ajoutant à la chute des marchés, ne peut que fragiliser davantage les banques et les grands fonds d'investissement. De plus, surtout outre-Atlantique, l'effet patrimoine va péjorer la consommation.

Comme maints observateurs, les experts de l'OCDE pensent que l'épidémie atteindra un pic au premier semestre 2020 avant de baisser, comme en Chine ou en Corée du Sud. Mais cet espoir ne préjuge en rien de la durée globale de la pandémie qui, jusqu'à présent, a surpris tous les pays. C'est pourquoi, il me semble plus sage d'envisager un scénario plus sombre. Pour ne pas réduire en miettes la machine économique, s'imposerait une réponse internationale coordonnée, à la manière de la crise de 2008, difficile à mettre en place aujourd'hui, compte tenu de la montée des nationalismes. Cette coordination s'annonce presque impossible au niveau mondial. Le G20 qui avait servi



de tête de pont lors de la crise de 2008 est aujourd'hui en souffrance. L'Arabie saoudite, qui le préside maintenant, n'a guère d'autorité internationale et encore moins de pouvoir, comme le montre le faible effet de la vidéoconférence organisée par elle le 26 mars, en dépit du « front uni » proclamé et des cinq mille milliards de dollars annoncés. L'Europe, laissée à elle seule, cherche à coordonner ses efforts de recherche et de moyens, dans un « front commun », en suspendant les règles de discipline budgétaire, sans aller jusqu'à des emprunts européens qui mutualiseraient les dettes des membres de l'Union. Pour faire face à la crise, les États pourront dépenser « autant que nécessaire », ce qui ne suffira pas à éviter une sévère dépression.

### Des conséquences plus lourdes

J'épingle surtout la vision de court terme des scénarios qui escomptent un rebond économique plus ou moins rapide après la crise. Cette vision imagine que les affaires pourraient reprendre comme à l'accoutumée, après avoir subi un choc conjoncturel. Je pense, au contraire, que le choc est structurel. Il détériore la confiance mise, depuis les années 1950, dans la division internationale du travail. Le scénario de court terme me paraît donc douteux. Dans la situation présente, la solidarité de fait qui relie les économies s'est révélée un facteur de faiblesse. Nous le savions depuis plus de dix ans quant aux relations financières internationales. Et la crise financière de 2008 a conduit, tant bien que mal, les autorités monétaires et financières mondiales à renforcer un peu l'édifice. Aujourd'hui, une même prise de conscience se fait jour, touchant cette fois non plus la sphère financière, mais l'économie réelle, la production des outils et des marchandises, le transport et les biens matériels nécessaires à la vie sociale et à la santé publique. À la surprise de beaucoup, les masques hygiéniques, et même une grande partie des principes actifs utilisés actuellement en France dans la fabrication des médicaments, viennent principalement de l'étranger – près de 80 % viennent en effet de Chine ou d'Inde.

Tout dépendra donc de plusieurs facteurs. Il y a certes la manière dont l'épidémie sera gérée par les pouvoirs publics. Mais aussi, puisque l'État ne peut pas tout, comptera beaucoup la manière dont les populations prendront au sérieux les mesures d'hygiène personnelle, familiale et sociale édictées par les autorités sanitaires. Le jeu économique

est ici difficile à mener car l'épidémie provoque un « impact sur la confiance » des investisseurs, des *managers* et des ménagères. Les restrictions de transport accentuent cette tendance. Fragilisée, la structure économique – et pas simplement l'activité – va encaisser un choc plus profond avec le ralentissement économique qui, à l'heure présente, ne peut pas être précisément chiffré.

La crise du coronavirus ne peut que renforcer la tendance au repli nationaliste déjà perceptible auparavant, dans maints pays d'Europe et d'Amérique. Les politiques des États-Unis, du Brésil et de la Grande-Bretagne en sont les éléments les plus spectaculaires. En fait, depuis longtemps, chaque pays tente d'imiter les États-Unis, en délaissant, au grand dam de l'Union européenne, les accords multilatéraux pour se focaliser sur des accords bilatéraux, où le plus fort impose son diktat.

La théorie économique nous enseigne que ce repliement sur les espaces nationaux aura un effet négatif – plus ou moins sensible selon la taille des pays – sur la productivité économique globale de la planète. Une diminution de la division internationale du travail ne peut donc que ralentir la croissance économique globale, à la grande joie des écologistes. Signes avant-coureurs spectaculaires : l'atmosphère à Pékin s'améliore et quelques lagunes italiennes, naguère désertées par la faune aquatique, retrouvent leurs poissons.

Globalement, le coût de la vie renchérit dans tous les pays, faisant baisser le niveau de vie, principalement celui des plus pauvres. Mais les grands pays aux ressources diversifiées, comme les États-Unis, s'en sortiront mieux que la moyenne. Ce qui appellera une coopération régionale entre pays modestes qui ne peuvent pas se permettre, comme les plus gros, une autarcie quasi complète.

Est-ce une mauvaise chose ? Je ne le crois pas ! Parmi toutes les conséquences possibles, la lutte écologique en deviendra plus facile. Tous les problèmes sociaux ne seront pas résolus pour autant, mais un nouveau rapport au monde s'établira qui ne considérera plus la croissance économique comme le sésame de tous les bonheurs. La crise actuelle a également montré l'intérêt pratique des relations électroniques. La distanciation laissera quelques traces. Il en restera sans aucun doute des habitudes qui changeront le style de nos relations humaines. Plus fondamentalement, la « guerre » contre le coronavirus, comme toutes les guerres, mettra chacun devant des interrogations fondamentales inédites touchant le sens de la vie.

## Quelle posture adopter ?

Ici, comme souvent en société ou lors de maladies corporelles, la crise est le moment où s'exerce le critère de partage entre deux voies possibles : celle de la dégénérescence ou celle de la guérison. Si santé il y a, elle se manifeste par la transformation de l'organisme qui s'adapte aux infidélités du milieu et marque son empreinte sur l'environnement. D'ailleurs, la crise s'écrit en chinois *wéiji* : *wéi* signifie « danger » et *ji* « opportunité ». La crise est autant danger qu'opportunité, pour innover et développer de nouveaux outils technologiques, de travail, d'autonomie... ou de surveillance sociale et politique. Ce dernier risque touchant les libertés individuelles a été bien vu par le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) et n'est pas propre à la Chine.

En rapprochant la Covid-19 du « feu bactérien », on pourrait parler de « la planète en feu », en écho à un discours déjà ancien du président Jacques Chirac, au sommet de la Terre de Johannesburg, le 2 septembre 2002. La pandémie du printemps 2020 favorise une angoisse morbide. La tentation est, en effet, pour exorciser la peur, de monter aux extrêmes, à la manière de ceux qui se jettent dans la piscine pour éviter l'eau de pluie. Cette débandade fondée sur la peur exacerbée n'est ni probante ni fructueuse.

L'écologie intégrale visée par *Laudato si* esquisse ici une meilleure posture. Elle vise, au-delà de la victoire sur le virus, l'ajustement des conditions économiques aux conditions sanitaires et culturelles des divers pays. La tentation, contre laquelle s'élève le pape François, est de séparer, pour ne pas dire sélectionner, un objectif particulier : aujourd'hui, l'hygiène publique en référence au coronavirus, comme naguère le trou d'ozone, le gaz à effet de serre, l'eau potable, la pureté de l'air, les terres arables, les forêts, la diversité des espèces végétales et animales, la liberté individuelle ou, illusoire panacée qui nous ramène quatre siècles en arrière dans la pensée économique, la croissance économique par l'abondance de la monnaie. Or, tous ces problèmes doivent être embrassés d'un seul regard. Résoudre le problème sanitaire posé par la Covid-19 est certes primordial. Mais sa solution n'a de sens que pour une échéance qui va au-delà du mois de juin ; elle passe par la convocation de toutes les dimensions, notamment politiques et culturelles, de l'être humain, sous peine de provoquer à nouveau des blocages contre-productifs, sociaux d'abord et finalement économiques.

## L'écologie intégrale

Cette posture d'écologie intégrale s'impose face à un système économique devenu complexe. Dans un tel système complexe se croisent, pour le même individu, comme pour le même pays ou pour un ensemble de pays, des logiques divergentes : logiques de court terme et de long terme, d'intérêt local et d'intérêt national, de souci familial et de souci professionnel, de consommateur et de salarié, de travail et de loisir ; pour les autorités publiques, d'économique et de social, de social et d'écologique, d'écologique et de gouvernance ; et, pour tous, de proximité et d'horizons lointains. Du coup, cet imbroglio de contradictions conduit les systèmes complexes vers une sorte d'autonomie qui échappe à la volonté d'un seul, fût-il « le roi en son conseil ». Les théories du complot naissent facilement dans un tel contexte, mais aussi les idéologies à la recherche de gouvernements autocratiques. La Chine en est la caricature quand, oubliant l'exemple de la Corée du Sud, elle veut apparaître comme le modèle qui, par des décisions rigoureuses brutalement appliquées, a réussi, mieux que les pays occidentaux, à gérer la crise.

Contre ce danger d'une humanité asservie, l'écologie intégrale cherche, par la solidarité de tous (et non par la magie d'une décision unique, toujours illusoire), l'intérêt de chaque membre de la communauté humaine, tout particulièrement des plus faibles. Cette posture met en œuvre les trois ajustements nécessaires à toute vie harmonieuse : la justice commutative qui ajuste les rapports entre les libertés individuelles (contre la pandémie, les « gestes barrières »), la justice distributive qui désigne les devoirs de la collectivité envers chacun de ses membres (le *care*, comme disent les Anglo-saxons), enfin la justice « légale », la plus nécessaire face à une épidémie, qui rassemble les devoirs d'un membre envers la communauté dont il fait partie, dans le cas présent ne pas propager le virus par insouciance ou par inadvertance. Cette posture de triple justice prend le contre-pied de l'attitude qui ne cherche qu'à ajuster *a minima* la liberté individuelle aux contraintes publiques.

Certaines réactions entendues face aux limites édictées par les pouvoirs publics pour lutter contre le coronavirus témoignent d'un dévoiement de la liberté individuelle promue par les Lumières. Comme si le droit de se rassembler, pour manifester sur une place publique ou dans une auberge – sans parler des *Coronavirus Parties*

organisées dans certaines discothèques – devait sans discernement prévaloir sur les interdictions édictées au nom de la lutte pour la santé publique.

Contre ce type d'attitude, il faut un pugnace coup de talon, à la dimension du défi écologique, social et populiste lancé par la crise actuelle. Couper court aux discours qui dénoncent la « trahison des élites » permettrait déjà de libérer l'horizon intellectuel et de stimuler les programmes ambitieux. Pourquoi pas la création d'un fonds de solidarité par les grandes fortunes, comme le propose une tribune signée par Gaël Giraud, Edgard Morin, Mireille Delmas-Marty, Cynthia Fleury et d'autres (*Libération*, 30 mars 2020) ? Bill Gates n'a le monopole ni de l'intelligence, ni de la fortune ! La santé de la planète vaut bien la reconstruction de Notre-Dame. Certes, l'argent ne peut pas tout. Mais un tel geste permettrait de dégeler les imaginations engluées dans l'immédiat et de fluidifier les idéologies qui bloquent les mécanismes sociaux.

L'écologie intégrale esquissée par *Laudato sí* suscite de telles postures, coûteuses mais fructueuses, qui ajustent les libertés individuelles au bien de tous.

Étienne PERROT



Retrouvez le dossier « Coronavirus »  
sur [www.revue-etudes.com](http://www.revue-etudes.com)